

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C REVOL

☎ : 04.56.59.49.76

✉ : 04.56.59.49.98

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N°2015

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société RHODIA OPERATIONS au sein de son établissement situé rue Gaston Monmousseau sur les communes de ROUSSILLON et de SALAISE SUR SANNE dont l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre n°99-7432 du 12 octobre 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux n°2009-04157 du 14 mai 2009 et n°2013 203-0021 du 25 juillet 2013 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère du 12 janvier 2015 réalisé à la suite d'une visite d'inspection effectuée le 5 décembre 2014 ;

VU la lettre par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis le 20 mars 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société RHODIA OPERATIONS et l'a informé de la proposition de mise en demeure concernant son site de la plate-forme chimique de Roussillon sur les communes de ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE ;

VU le courrier de réponse au projet d'arrêté de mise en demeure en date du 3 avril 2015 de la société RHODIA OPERATIONS ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère du 27 avril 2015 faisant suite aux observations de la société RHODIA OPERATIONS ;

CONSIDERANT qu'à la suite de la visite d'inspection approfondie réalisée le 5 décembre 2014 sur le site de la société RHODIA OPERATIONS à ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE, deux non

conformités ont été constatées, la première relative au système de gestion de la sécurité, la deuxième relative au repérage des canalisations ;

CONSIDERANT que l'exploitant dans son courrier de réponse du 3 avril 2015 ne propose aucune mesure concrète concernant l'étalonnage des capteurs de pression, le traçage des opérations de maintenance préventives dans le référentiel de l'établissement et le repérage des canalisations sur la plate-forme ;

CONSIDERANT le non respect des dispositions des paragraphes 6.9 de l'article 2 et II.1.3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation n°99-7432 du 12 octobre 1999 modifié ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à porter gravement atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment la sécurité et la salubrité publiques ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société RHODIA OPERATIONS qui exploite des installations industrielles implantées sur la plate-forme chimique située sur les communes de ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois, de respecter les prescriptions :

- de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 : *« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec elle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »*.
- du chapitre 6.9 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation n°99-7432 du 12 octobre 1999 modifié : *« L'exploitant définit, dans le cadre de son SGS, toutes les dispositions encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005, à savoir celles permettant de vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques définies à l'article « MMR » par rapport aux événements à maîtriser, de vérifier leur efficacité, de les tester, de les maintenir. »*.
- du chapitre II.1.3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation n°99-7432 du 12 octobre 1999 modifié : *« La fonction de chaque tuyauterie devra être identifiée sur la tuyauterie elle-même, notamment en étant repérée par une couleur normalisée. »*.

Le délai s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté. L'exploitant justifie par écrit à l'échéance des délais à l'inspection des installations classées le respect des prescriptions susvisées, avec l'ensemble des éléments d'appréciation appropriés.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, le Maire de ROUSSILLON, le maire de SALAISE SUR SANNE et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société RHODIA OPERATIONS.

Fait à Grenoble, le **12 JUIN 2015**
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

101

102

103

104